

**Marché relatif aux prestations de nettoyage courant de locaux  
à usage de bureaux  
sur le site de l'Onisep à LOGNES (77185)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
CCAP M25-SG-11

## SOMMAIRE

<b><i>PREAMBULE : PRESENTATION GENERALE DE L'ONISEP .....</i></b>	<b><i>3</i></b>
<b><i>1. PRESENTATION DU MARCHE.....</i></b>	<b><i>3</i></b>
<b><i>2. DUREE DU MARCHE .....</i></b>	<b><i>3</i></b>
<b><i>3. MODE DE PASSATION.....</i></b>	<b><i>3</i></b>
<b><i>4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE.....</i></b>	<b><i>3</i></b>
<b><i>5. EXECUTION DES PRESTATIONS.....</i></b>	<b><i>4</i></b>
5.10 Admission .....	5
<b><i>6. DISPOSITIONS FINANCIERES .....</i></b>	<b><i>6</i></b>
<b><i>7. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....</i></b>	<b><i>8</i></b>
<b><i>8. RESILIATION.....</i></b>	<b><i>8</i></b>
<b><i>9. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE .....</i></b>	<b><i>8</i></b>
<b><i>10. DEROGATIONS au CCAG – FCS.....</i></b>	<b><i>9</i></b>

## **PREAMBULE : PRESENTATION GENERALE DE L'ONISEP**

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP) est un établissement public national à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Son siège est situé à Lognes (77185).

### **1. PRESENTATION DU MARCHÉ**

#### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché est un marché de services qui a pour objet des **prestations de nettoyage courant de locaux à usage de bureaux** sur le site de l'Onisep à LOGNES.

#### **1.2 Forme du marché**

Le marché constitue un accord cadre qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique. En conséquence, suivant les termes de la fiche explicative CC/2005/03\_rev1 du 14.7.2005 de la Commission européenne relative aux accords cadres, ce dernier est qualifié de contrat cadre individuel.

Il s'exécute sous la forme d'un marché de services, fractionné à bons de commande suivant les dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il n'est pas fixé de montant minimum. Le montant maximum annuel du marché est fixé à 60 000 euros HT.

### **2. DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période de 12 mois. A l'issue de cette première période, il sera reconductible tacitement 3 fois pour des périodes successives de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

### **3. MODE DE PASSATION**

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande publique, l'Onisep se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### **4. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ**

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- 2) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- 3) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- 4) l'offre technique du titulaire ;

5) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de prestations de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021).

## **5. EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1 Lieu d'exécution**

Immeuble « Le Képler », 12 mail Barthélemy-Thimonnier, 77185 LOGNES

### **5.2 Modalités d'exécution**

Le titulaire s'engage à exécuter des prestations rigoureusement conformes aux spécifications du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des charges techniques particulières du marché, et conformément aux règles de l'art.

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée du marché et garantit un suivi particulier du client.

### **5.3 Communication des difficultés**

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures ouvrées toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant de l'acheteur par téléphone et par courrier électronique dès la connaissance du problème.

### **5.4 Personnel intervenant pour le compte du titulaire**

L'effectif alloué à la réalisation de la prestation et la répartition des tâches est déterminée par le titulaire dans son offre afin de garantir le niveau de prestation attendu. L'identité des personnels est communiquée au représentant de l'acheteur à la notification du marché et toute modification de la composition de l'équipe doit être soumise à sa validation.

En cas d'absence prévue ou inopinée, le titulaire doit assurer le remplacement de son personnel afin de garantir la continuité de la prestation objet du présent marché.

Le titulaire est responsable de la bonne tenue, du comportement et de la discrétion de son personnel. Il s'engage à respecter la confidentialité de toute information dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de son activité.

### **5.5 Règle de reprise des personnels**

Conformément aux dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail et aux obligations issues de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, le titulaire du présent marché s'engage à reprendre, dans les conditions légales et conventionnelles, les salariés affectés à l'exécution des prestations de nettoyage sur le site concerné par le marché.

La liste nominative des salariés concernés, accompagnée des éléments nécessaires à l'évaluation de leurs droits (ancienneté, classification, temps de travail, rémunération, etc...), sera communiquée au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou par le prestataire sortant, dans un délai compatible avec la reprise effective des prestations.

Le titulaire s'engage à maintenir les conditions de travail et de rémunération des salariés repris, conformément aux dispositions légales et conventionnelles applicables, et à assurer la continuité sociale dans le respect des droits des salariés.

## **5.6 Sécurité des personnels**

Le titulaire s'engage à veiller à ce que son personnel prenne toutes les dispositions pour travailler dans le respect des normes de sécurité en vigueur relative à la protection des travailleurs.

Il garantit la prévention et la sécurité de son personnel : formation, mise à disposition d'équipement de protection... Toutes dispositions sont prises par le titulaire pour assurer la protection de ses agents

## **5.7 Responsabilité des biens confiés**

En cas de dommage sur les installations, le titulaire est tenu d'en informer son interlocuteur à l'ONISEP.

Si les dommages sont dus à des précautions insuffisantes de son personnel, la responsabilité du titulaire peut être recherchée.

S'il est nécessaire de confier une clé, un jeu de clés ou un badge au titulaire pour l'exécution des prestations, le titulaire est tenu pour responsable de toute perte et pourvoir au remplacement de la ou des clés, voire à celui des serrures ; il est de même tenu pour responsable des abus d'usage du personnel qui détient les clés et / ou les badges (venue hors de la période d'exécution de la prestation, etc.).

Les clés et/ou badges sont remis en main propre au représentant de l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

## **5.8 Planning d'exécution**

Le titulaire prend en compte les contraintes de fréquentation des lieux et les exigences en matière de résultats, ainsi que les occurrences énoncées pour certaines prestations, pour élaborer son planning d'exécution.

Le planning est soumis à validation de l'acheteur.

## **5.9 Opérations de vérification**

Les prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Les opérations de vérification qualitatives sont effectuées toutes les semaines par la personne référente à l'ONISEP.

En dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement, le titulaire doit présenter les prestations mises au point dans un délai de 7 jours à compter de l'invitation de l'acheteur.

## **5.10 Admission**

En l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à dater de l'achèvement mensuel de la prestation, la prestation est réputée admise.

## **5.11 Sous-traitance**

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant ». Ce formulaire est adressé dûment renseigné, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, et signé conformément à l'article 3.6 du CCAG / travaux.

Il est rappelé aux entrepreneurs que la Loi du 31 décembre 1975 et des articles R 2193-1 et 2 du Code de la commande publique leur font obligation de présenter leurs éventuels sous-traitants à l'agrément du maître de l'ouvrage :

- soit lors la conclusion du marché,
- soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

La sous-traitance de second rang n'est pas acceptée.

## **6. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **6.1 Forme des prix**

Le marché est traité à prix unitaires tels qu'indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Dans le cas d'achats ponctuels non prévus dans le cadre du marché, des devis pourront être demandés au titulaire concernant des prestations exceptionnelles relevant de l'objet du marché.

Des remises exceptionnelles pourront aussi être accordées à l'ONISEP le cas échéant.

### **6.2 Contenu du prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la gestion des déchets ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **6.3 Variation des prix**

Les prix sont variables et révisables.

Pour la première année d'exécution, le marché est passé à prix fermes.

Pour les périodes suivantes, à la demande expresse du titulaire, les prix relatifs aux prestations seront révisés à date anniversaire.

La formule suivante est appliquée :

Formule paramétrique :  $P' = P_o \times (I_t / I_o)$

Où  $P'$  = prix révisé,

$P_o$  = prix initial,

$I_t$  = valeur de l'indice à la date de révision

$I_o$  : valeur de l'indice à la date de référence (signature du marché)

L'indice utilisé est l'Index Propreté publié trimestriellement sur le site [index-proprete.fr](http://index-proprete.fr)

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire 1 mois avant la date anniversaire de la prise d'effet du marché, qui adresse à l'ONISEP – service des achats ([serviceachats@onisep.fr](mailto:serviceachats@onisep.fr)) – les éléments retenus pour la révision et calcule les nouveaux prix applicables.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, l'ONISEP notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'ONISEP, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'ONISEP procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Les commandes notifiées avant la mise en œuvre de la révision des prix s'exécutent et feront l'objet d'une facturation aux conditions tarifaires en vigueur à leur date de notification.

Clause de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 4% les conditions précédentes, l'ONISEP se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 4% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

#### **6.4 Réfaction du prix**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux dispositions du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier a présenté ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observation dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **6.5 Avance**

Sauf refus définitif et express exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la commande publique sous réserve que les conditions en soient remplies.

#### **6.6 Modalités de facturation et de paiement**

##### **6.6.1 Présentation des demandes de paiement**

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans le bordereau de prix. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Onisep, après acceptation des prestations, une facture détaillée qui comprendra les mentions suivantes :

- la date de la facture
- l'objet et les références du présent marché,
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA (selon le taux de TVA applicable en fonction de la nature des prestations),
- le montant TTC de la prestation.

Les factures devront être déposées impérativement sur la plateforme CHORUS PRO

<https://www.chorus-pro.gouv.fr> avec les identifiants suivants :

- numéro de SIRET : 180 043 028 00653
- code service : SFACT
- numéro d'engagement : n° du bon de commande

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Onisep : FR 2B 1800 430 28

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Onisep le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

##### **6.6.2 Mode de règlement et délai de paiement**

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte

d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Onisep dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

*Cas de l'avance :*

Le cas échéant, pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution.

**Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Onisep, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires, le retard de paiement ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

## **7. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ONISEP, à l'adresse suivante :

[www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com)

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCAP.

## **8. RESILIATION**

### **8.1 Cas généraux**

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **8.2 Modalités de résiliation**

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

Cette résiliation précise le type de prestations, le lieu et la date de prise d'effet d'arrêt des prestations.

Si la décision précise une ou plusieurs prestations, la résiliation est dite « partielle » ; si elle concerne l'ensemble des prestations, elle est dite « totale ».

## **9. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le Tribunal administratif de Melun (77) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.



## **10. DEROGATIONS au CCAG – FCS**

L'article 4 du CCAP relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.  
Les articles 5.9 à 5.13 du CCAP dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.